

Extrait du FAKIR | Presse alternative | Edition électronique

<http://www.fakirpresse.info/Un-monde-est-mort-il-court-encore,514.html>

Un monde est mort, il court encore... La preuve par le poulet (2)

- Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 16 janvier 2013

Copyright © FAKIR | Presse alternative | Edition électronique - Tous droits

réservés

L'aviculture, c'est l'issue de secours trouvée, après-guerre, par les paysans pauvres. Le poulet industriel a sorti leur ferme de l'ornière, leur a permis d'accéder au confort. D'où l'attachement de ces éleveurs au modèle productiviste. Voire au groupe Doux...

La revanche des « petits »

« Mes grands-parents vivaient sur une petite exploitation de quinze hectares. Ils avaient du mal à vivre, tuaient le cochon, vendaient le beurre, se chauffaient au bois... Presque en autarcie, à part quelques oeufs sur le marché. »

Didier Goubil est aujourd'hui élu de la Chambre d'agriculture du Finistère, président du pôle aviculture régionale - et défenseur du « modèle [productiviste] breton ». Avec ses bonnes raisons, liées à l'histoire de sa famille :

« Mon père hésitait : il a passé le concours de la gendarmerie, et la même semaine, son oncle et sa tante lui ont dit d'accord pour lui laisser leurs terres. Il allait s'agrandir un peu, et avec 25 hectares il s'en tirerait, il pensait. Mais la Chambre d'agriculture lui répétait : "Vous aurez du mal, avec si peu de surface." À l'époque, sur Carhaix, il y avait six négociants en volailles. Ils avaient commencé à envoyer quelques camions sur Paris, chaque semaine, dans les restaurants, mais les mandataires sur Rungis se plaignaient de l'hétérogénéité : y en avait des gras, des maigres, des déplumés. Ils réclamaient de la came standardisée. Mon père faisait partie des jeunes, qui innovaient, dans les porcs, ou dans la volaille. Et il s'est lancé : il a construit un premier poulailler, en 1960. Mon grand-père freinait. C'était pas une mince affaire : le maçon du coin l'a pris pour un fou... Cinq cents poulets ! Ça mobilisait toutes les économies. »

Complexe agro-industriel

Aujourd'hui, a posteriori, on appelle ça le « complexe agro-industriel breton ». On regarde ça comme une nécessité historique. Mais c'est le fruit d'une aventure humaine, faite d'incertitudes, de choix, de doutes, de réussites, de conflits - même familiaux. Des pionniers se sont bagarrés pour lancer ça, pour l'inventer. Et leurs volontés ont épousé le projet des firmes, de la grande distribution, de la recherche agronomique, etc. Et une volonté politique venue du sommet.

Ainsi, par exemple, de « la Rurale Morbihannaise », une coopérative qui, vers 1950, subit les variations du cours des plants de pomme de terre. Que faire, réfléchissent ses dirigeants ? « *Un premier essai de d'élargissement des activités de l'Union concerne la production d'arbres fruitiers, mais c'est un échec, retracent les historiens Pierre Daucé et Louis Guigueno. Vient ensuite une tentative de production d'artichauts : elle n'aura pas de suite non plus. C'est alors que l'idée d'élevage de volailles fait son chemin : par des revues, on apprend que la production intensive de poulets de chair se pratique dans certaines régions de France et notamment du Nord. En 1951, quelques responsables de la coopérative décident d'un voyage dans la Somme : ils y rencontrent un notaire-éleveur qui déclare gagner davantage d'argent avec son élevage qu'avec son étude. De retour chez eux, les participants au voyage sont convaincus de la rentabilité de cette production. Une foire-exposition se déroule d'ailleurs à Saint-Brieuc où l'on expose un modèle de poulailler type Ourdin, de 135 mètres carrés. Et en 1952, à Buléon, un premier élevage est mis en place chez un adhérent de la coopérative. [...] Malgré les revenus appréciables tirés des premiers élevages, les agriculteurs du secteur restent sceptiques. Ce n'est que lorsque le premier aviculteur de Buléon décide la construction d'un deuxième poulailler en même temps qu'il s'achète une automobile qu'un déclic se produit.* » Et c'est alors parti à grande échelle...



Une brique par mois

M. Goubil père connaît davantage de déboires :

« Manque de chance, sa première bande est tombée une année de surproduction. Ils ne voulaient plus de poulets à Paris, ou à des prix très bas... Mon grand-père a passé une engueulade à mon père : "Qu'est-ce que t'as été foutre avec un poulailler ?" Du coup, le nouveau hangar servait à stocker des patates.

Et puis un négociant, Plassard, est repassé : "C'est le moment, la demande repart." Une fourgonnette est venue amener les poussins. Et en juin, je ne sais pas pourquoi, peut-être parce que tout le monde avait mis des poussins dans les greniers, c'est à nouveau la crise ! Plassard est revenu : "Y en a trop." Là, le grand-père a failli péter la pile : il avait fallu vendre trois poulains, plus le veau, pour payer les poussins et les aliments.

Et voilà que, coup de chance, les poulets sont arrivés à Paris un jour où la marchandise manquait. Il les a vendus 5 francs le kilo. Le cours n'a pas changé en cinquante ans, aujourd'hui c'est 80 centimes d'euro. Mais voilà qu'en une seule livraison, ça lui a rapporté les poussins, l'alimentation et le poulailler ! Tout était payé, d'un coup. Là, mon grand-père a changé de gueule, et mon père a construit un deuxième poulailler, quelques années plus tard, en 1969, qui l'a complètement mis sur les rails. Ce sont ces 1 500 mètres carrés que j'exploite toujours.

Mon père me disait : "Je veux toucher une brique par mois" [10 000 francs, 1 500 euros]. Il les a atteints. Sans ça, il aurait cédé la ferme. Et la Bretagne se serait retrouvée comme la Creuse, ou l'Ardèche, un désert avec mille sangliers sur la commune et les écoles fermées. »

Vie méritante

L'aviculture apparaît, dans ce récit, comme la revanche des petits. C'est l'issue de secours trouvée par les paysans pauvres, aux petites surfaces- 7 à 8 hectares, en moyenne, dans les années 1950, en centre Bretagne - pour sauver leurs fermes, pour éviter l'exil en ville, pour suivre le niveau de vie moderne, avec voiture, machine à laver, etc. Et ne pas finir en folklorique repaire de ploucs.

Le presque centenaire Raymond Théodec confirme : *« On avait une toute petite ferme, où on faisait un peu de tout. En 1955, j'ai repris les 13 hectares et j'ai foncé tête baissée. On a commencé par 6 000 poulets, grâce au soutien des techniciens de la coopérative. Les parents étaient méfiants, mais il fallait y aller, ou disparaître. Et c'est comme ça qu'on a tout eu : l'eau courante, les sanitaires, et puis le confort électrique. »*

Autre lieu, autre temps, mais même sociologie : en Picardie, Éric Carette a exercé treize ans comme cuisinier, d'abord dans un grand restaurant avec étoile au Michelin, puis dans la cantine d'entreprise de Continental - avant sa fermeture. Licencié en 1981, il hérite *« des terres et des emmerdements »* : *« Tout le monde me disait : "T'es fou,*

avec 15 hectares dans le Santerre, au milieu des grandes plaines de betteraves, tu ne peux pas t'en sortir." » La volaille lui apporte la prospérité : l'aviiculture nécessite « *peu d'espace* », s'avère « *insignifiante en trésorerie* », procure « *un revenu très correct* », réclame « *moins d'occupation* », bref, que des avantages. Et sa demeure, « *un ancien corps de ferme, de ma grand-mère, en démolition* », sa décoration intérieure, sa berline garée dans la cour, le parcours scolaire de sa descendance, témoignent de son aisance, acquise - comme le souligne sa femme - au fil d' « *une vie méritante, avec trois enfants, le travail dans la journée, le chantier en soirée et le week-end* », mais aussi d'un choix de production judicieux.

Socialement erroné

« *L'éleveur est sur la paille* », titre *Le Canard enchaîné* (1/8/12). Et de broser à grands traits ce portrait d'un métier : « *Les poulets (qui, d'ailleurs, ne leur appartiennent pas), l'éleveur doit les engraisser "en quarante jours", en suivant un" plan d'élevage". C'est Doux qui fournit les poussins (préalablement vaccinés), livre la pitance sous forme de granulés fabriqués dans ses usines, puis qui ramasse les poulets calibrés à 1,5 kilo pour les zigouiller et les transformer dans ses propres abattoirs-usines. Un travail passionnant, généreusement payé 17 centimes d'euro le kilo de poulet livré. Les volailles passées de vie à trépas dans le poulailler, c'est pour la pomme de l'éleveur, tout comme le chauffage, les soins vétérinaires, les médocs, les assurances... et bien sûr l'emprunt qu'il a dû contracter pour construire son poulailler XXL.* »

C'est factuellement exact.

C'est socialement, psychologiquement, erroné.

En quelques lignes, l'éleveur « *généreusement spolié* » est dépeint en exploité par le dur Doux. On en rêverait, d'une situation aussi manichéenne : avec fourches et tracteurs, la révolution ne tarderait plus dans les campagnes...

Mais voilà qui ne correspond, mais alors pas du tout, au ressenti des aviculteurs eux-mêmes. Pour ceux rencontrés, l'élevage intensif les a nourris et bien nourris. Grâce à lui, ils ont sorti leur ferme de l'ornière. Et l'on comprend, au vu de cette histoire familiale, leur attachement à ce modèle productiviste, voire au groupe Doux - qu'ils ne critiquent qu'à demi-mot, ne rejoignant pas les ouvriers dans les manifs.

C'est une erreur de diagnostic, et donc une faute politique, de prétendre le contraire. Une illusion de croire ces travailleurs d'emblée acquis à notre cause, convertis par la vertu d'une catastrophe économique, et donc prêts à la reconversion - en bio, en label, etc. Ils ont des raisons, et même des bonnes raisons, d'y résister.



Formule 1 de l'élevage

« Un travail passionnant », ironise *Le Canard* dans la foulée. « Poussins fournis », « pitance livrée », « plan d'élevage »... Ne resterait aux agriculteurs qu'un boulot de tâcheron, qu'à « appuyer sur des boutons ». Sauf que le métier n'est pas vécu ainsi.

« Comme je me suis retrouvé élu de la Chambre d'Agriculture et maire de ma commune, explique Didier Goubil, j'ai dû arrêter le poulet export. Je suis allé vers la volaille certifiée, mais pas par philosophie, juste à cause de mon emploi du temps : il me fallait de l'élevage à durée plus longue. Parce qu'on doit chasser cette idée des esprits : le poulet industriel serait plus facile à produire. Est-ce que les Twingo sont produites par des mauvais ouvriers ? Et les Vel Satis par les bons ? Au contraire, le poulet export, c'est beaucoup plus technique. C'est la Formule 1, l'éleveur doit être un pilote de course, arriver au poids idéal en quarante-deux jours. Par exemple, hier, avec les températures pas habituelles, même bien ventilé, il fait 3 ou 4 degrés de plus dans le poulailler. Il va manquer 60 grammes en fin de semaine... Tandis que moi, sur mes volailles, je suis moins stressé. J'ai plus de temps pour gérer. »

Il y a pas mal de condescendance à regarder, de l'extérieur, cette profession comme médiocre, dépourvue de savoir-faire. Quel emploi, vu de loin, ne le serait pas ? On peut souhaiter la transformation, voire l'élimination, de ce mode de production. Mais ce mépris paraît un bien mauvais point de départ.

Quelle transformation ?

Quelle transformation de la filière souhaiteraient les aviculteurs ?

Une donnée concrète, au préalable : les trois aviculteurs interrogés ont, depuis leur installation, racheté des terres autour de leurs bâtiments. Physiquement, ils ont donc la possibilité de convertir leurs élevages industriels en « parcours libre » pour les poulets. En ont-ils, pour autant, l'intention ? Dans les tourments de la filière, et dans ses pertes financières, M. Chavatte paraît un peu perdu, cherche une sortie du tunnel. Il secoue la tête : « Bio, label, plein air, tout est pensable, tout est imaginable. Je n'exclus aucune piste. »

Éric Carette « pourrait le faire, [il a] le terrain à côté, mais ça ne [l']intéresse pas ». Et de lister ses objections :

- La faible rentabilité du « poulet label » avec « 4 500 bêtes à la place de 17 000 », « trois bandes par an à la place de six », et « seulement 30 centimes de différence avec le poulet certifié ».
- L'étroitesse du marché : « Si tout le monde se met en label, y a pas la demande en face. Les cantines, les supermarchés, ils réclament du poulet pas cher. »
- Les investissements à réaliser avec « un quai de chargement bétonné », « la désinfection », « la lumière du jour partout ».

Son âge importe, surtout : au bord de la retraite, sans héritier pour reprendre, il ne va pas se lancer « dans un plan de grands travaux. [Il] préfère laisser l'atelier vide ».

C'est Didier Goubil qui apporte le plus d'arguments. Et qui est le plus hostile à une reconversion : « La conjoncture volaille, le poulet dans les vingt ans à venir, c'est famineux. C'est la première protéine à laquelle les pauvres ont accès. En France, on en consomme vingt kilos par an. Aux Etats-Unis, cinquante. En Chine, un kilo et demi. Ma fille a vécu là-bas, elle m'a dit en rentrant : "J'ai vu la volaille apparaître sur le marché chinois." Donc, on doit se battre sur l'export. De toute façon, c'est la grande distribution qui gère tout ça : le tableau de bord, il est là. Si les consommateurs veulent du label, on le produira, pas de problème. Mais en réalité, c'est un petit marché qui s'amenuise. Les éleveurs de certifié tirent la langue. »

En responsable syndical, il ouvre des perspectives, non pour lui seul, mais pour la filière : « Il faut re-densifier. Le manque de compétitivité, il faut le travailler : on est 10% plus cher que les Allemands en sortie abattoir. On doit faire comme eux : des plus grosses exploitations, et fabriquer du poulet standard, pas toute une gamme. Concentrer

davantage. »

Pas de quoi moquer ce discours.

D'abord parce que, au vu des dernières décisions, on va, en effet, vers plus de productivisme : l'avenir risque de lui donner raison. Ensuite, parce que cette conviction, Didier Goubil ne se l'est pas forgée en illuminé, isolé, dans son coin : ce « *modèle allemand* » résulte d'un véritable travail intellectuel, mené par un think tank (voir prochaine partie).

Dans ses certitudes, on instille néanmoins un doute :

« Ce qui me gêne, dans votre raisonnement, c'est que votre père, et toute sa génération, ils ont imaginé un nouveau système, se sont adaptés à leur époque. Or, vous, ce que vous proposez, c'est juste de poursuivre comme avant, comme dans les années 1970, mais en plus gros...

C'est vrai, c'est vrai », hésite-t-il. Avant de se reprendre : *« Ce qui nous enquiquine, c'est la pression mise sur l'environnement. Alors que l'endroit le plus pollué de France, c'est quand même Paris ! Le béton, les gaz d'échappement, les pics de pollution... Et nous, on vient nous embêter pour quelques algues vertes... »*